

Alerte concernant le recensement au Brésil



Eugênia MOTTA

Post-doctorante en sociologie, Institut des Etudes sociales et politiques de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil

Daniel HIRATA

Professeur de Sociologie à l'Université Fédérale de Fluminense, chercheur au NECVU et au NuCEC (Université Fédérale de Rio de Janeiro) et coordinateur du GENI (Université Fédérale de Fluminense)

Entretien mené et retranscrit par Emmanuel DIDIER, pour Statistique et société

S&S : Bonjour, vous êtes tous deux sociologues, spécialistes de sociologie de la quantification. Vous êtes inquiets du sort qui sera réservé au recensement national prévu pour 2020 ?

EM & DH : Le 22 février 2019, lors de l'investiture de la nouvelle présidente de l'*Institut Brésilien de Géographie et de Statistique* (IBGE en portugais), Susana Cordeiro Guerra, le ministre de l'Économie, Paulo Guedes, a suggéré que l'institution vende des biens immobiliers pour payer le recensement ou bien qu'il simplifie l'enquête en supprimant certains items du questionnaire. C'était le premier signe que le gouvernement de Jair Bolsonaro, récemment élu président de la république, allait essayer de réduire les ambitions du recensement¹.

Les recensements de la population ont lieu tous les dix ans au Brésil et sont réalisés depuis 1872. L'IBGE en est responsable depuis sa création dans les années 1930. Récemment, l'institution a vu la taille de son personnel réduite en raison de départs en retraite non remplacés par des recrutements. L'enquête exhaustive de population prévue pour 2020 inquiétait déjà le personnel technique, qui a appris avec encore plus d'appréhension qu'il y aurait une réduction d'environ 25% du budget initial prévu de 3,4 milliards de réaux pour sa mise en œuvre².

S&S : Vous craignez donc que les restrictions budgétaires entachent la qualité du recensement fédéral ?

EM & DH : La préparation du recensement a commencé il y a deux ans. La principale préoccupation du personnel technique aujourd'hui est que d'éventuelles réductions soient effectuées en désaccord avec les critères techniques stricts appliqués par les professionnels de l'IBGE. Un groupe d'experts étrangers à l'institution ont été choisis pour présenter des propositions de réduction des coûts. Ils ont proposé de réduire le nombre de questions. Pourtant, selon plusieurs experts, cela ne représente pas une économie significative dans la réalisation de l'enquête.

Le recensement produit des informations essentielles pour la planification et l'évaluation des politiques publiques dans le pays et est le seul instrument qui offre des informations détaillées au niveau municipal, servant de base, par exemple, à la distribution des ressources fédérales pour la santé et l'éducation. La diminution des informations produites par le recensement représente donc une menace pour les politiques qui garantissent l'accès aux droits fondamentaux³.

1. <https://oglobo.globo.com/economia/guedes-quer-vender-predio-do-ibge-para-fazer-censo-sugere-simplificar-pesquisa-23473491>

2. <https://www.valor.com.br/brasil/6205095/orcamento-do-censo-tera-corte-de-25>

3. <https://www.jb.com.br/pais/2019/05/997824-tecnicos-do-ibge-questionam-corte-no-censo.html>

S&S : Ne peut-on utiliser des données annexes produites autrement pour compléter les résultats de l'enquête exhaustive ?

EM & DH : Certains juristes prétendent qu'il existe d'autres sources de données, comme un système d'enregistrement des embauches et des licenciements (données fournies par le Rapport annuel d'information sociale sur le travail et l'emploi), et des enquêtes menées par le ministère de l'Éducation par le biais de son propre institut de recherche⁵. Outre qu'il s'agit d'informations de nature différente, le recensement fournit des données pertinentes sur l'économie et l'éducation qui concernent précisément des populations et des pratiques qui ne sont pas officiellement reconnues ou des couches sociales qui n'ont pas accès aux droits et services garantis de quelque manière que ce soit par l'État.

S&S : Ainsi, selon vous, remettre en cause le recensement est une façon de remettre en cause le rôle « redistributeur » de l'Etat Fédéral brésilien ?

EM & DH : Certains experts affirment que la diminution des ambitions du recensement occultera précisément ce qui concerne les régions qui en ont le plus besoin, à savoir les régions les plus reculées du pays ou les espaces considérés comme difficiles d'accès comme les bidonvilles dans les centres urbains. En effet, c'est dans ces espaces que l'enquête est la plus coûteuse. Le risque est donc grand que l'information sur ces réalités les plus problématiques et qui exigent une plus grande attention de la part du public et de l'État, ne soit plus produite.

Face à cette situation préoccupante, les professionnels de différents secteurs manifestent pour défendre le recensement et pour s'opposer à la réduction arbitraire de ses ambitions, défendant la légitimité des professionnels de l'IBGE à prendre des décisions sur sa préparation et sa conduite⁶.

4. <http://www.trabalho.gov.br/rais>

5. <http://portal.inep.gov.br/web/guest/dados>

6. <https://www.facebook.com/EmDefesaDoCenso/> Voir aussi: <https://www.nexojournal.com.br/ensaio/2019/Por-que-h%C3%A1-uma-grave-amea%C3%A7a-de-apag%C3%A3o-estat%C3%ADstico-no-Brasil>